

PARTENARIATS POUR UNE TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE



**UNE
CAPTURE DU
MARCHÉ DE
LA JUSTICE
CLIMATIQUE ?**



Résumé

Les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) ont été lancés lors de la COP26 en 2021, avec le partenariat inaugural entre l'Afrique du Sud et le Groupe international des partenaires (IPG), un groupe tournant de financiers issus de pays développés, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et d'autres.

Les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) ont été lancés lors de la COP26 en 2021, avec le partenariat inaugural entre l'Afrique du Sud et le Groupe international des partenaires (IPG), un groupe tournant de financiers issus de pays développés, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et d'autres. Depuis, deux autres partenariats ont été signés en 2022 avec l'Indonésie et le Vietnam, respectivement lors du sommet du G20 et de la COP27, tandis qu'un partenariat plus restreint a été conclu avec le Sénégal lors du sommet de Paris de 2023 pour un nouveau pacte mondial de financement.

Grâce à leur présence importante lors des grands rassemblements internationaux sur le climat et la finance, les partenariats ont été présentés par les membres du GPI comme un nouveau parangon pour les projets de développement centrés sur le climat dans le Sud, en particulier parce qu'ils mettent l'accent sur la poursuite d'une "transition juste" axée sur les travailleurs tout en éliminant progressivement la dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

Malgré cette autopromotion, les JETP se sont avérés controversés dans les pays hôtes, l'Afrique du Sud, hôte inaugural, étant en proie à des tensions politiques qui menaçaient de faire échouer le partenariat. Les critiques se sont concentrées sur l'adhésion des JETP

à l'orthodoxie néolibérale, notamment le fait qu'ils soient financés principalement par des prêts plutôt que par des subventions, qu'ils fonctionnent dans le cadre de partenariats public-privé mis en place par des institutions occidentales de financement du développement et qu'ils soient assortis de conditions exigeant que les pays hôtes libéralisent et privatisent certains aspects de leur secteur énergétique.

Les organisations de la société civile sud-africaine ont condamné la tendance claire à la privatisation dans les JETP, estimant qu'elle compromettrait la sécurité énergétique et la souveraineté de l'État, et qu'elle menaçait les moyens de subsistance des travailleurs de la ceinture de charbon, dont le sort dans le cadre des partenariats est resté incertain - mais ces critiques sont rarement prises en compte dans la couverture européenne.

Dans Partenariats Pour Une Transition Énergétique Juste : Une Capture Du Marché De La Justice Climatique ?, nous retraçons les détails et les débats au sein de l'Afrique du Sud concernant leur JETP. L'image émergente des JETP s'inscrit dans une tendance plus large selon laquelle les politiques climatiques internationales sont progressivement capturées par les intérêts du marché et la finance internationale. Il s'agit là d'un exemple du nouveau paradigme du "consensus de Wall Street", à savoir le "développement en tant que risque", selon lequel le rôle de l'État dans le développement est réduit à celui d'un agent chargé de garantir, de protéger et d'alourdir le risque d'un investissement financiarisé.

Par conséquent, les JETP constituent un contrepoint explicite aux modèles de justice climatique plus radicaux qui se concentrent sur un rôle plus interventionniste de l'État, tout en resubordonnant les pays du Sud aux intérêts financiers et commerciaux du Nord. Nous proposons un schéma alternatif de neuf principes fondamentaux pour un modèle de développement climatique plus équitable centré sur des transitions énergétiques justes, basé sur les principes d'un accord plus juste pour le Sud, d'une transition démocratique et de la défense de la souveraineté et de la sécurité énergétiques, que nous encourageons la société civile européenne et les organisations de travailleurs à soutenir et à organiser autour d'eux.

Que sont les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) ?

→ Les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) sont des cadres de développement axés sur le climat qui prennent la forme d'enveloppes financières liées à des objectifs de transition vers les combustibles fossiles, conformément aux objectifs de la "transition juste".

Les partenariats sont conclus entre des pays du Sud - jusqu'à présent l'Afrique du Sud, le Vietnam, l'Indonésie et le Sénégal - et le "Groupe international de partenaires" (GIP), un groupe tournant de pays développés - dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, le Canada, la France, le Japon et/ou d'autres - qui s'engagent à garantir le financement des JETP.

→ Ils ont été introduits lors de la COP26 qui s'est tenue à Glasgow en 2021, au cours de laquelle l'Afrique du Sud a signé son "accord politique" provisoire avec le GPI, suivi lors de la COP27 par la signature de son plan d'investissement pour la transition énergétique juste (JET-IP), qui définit sa stratégie de mise en œuvre¹.

Le Vietnam et l'Indonésie ont signé respectivement lors de la COP27 et du sommet du G20, tandis que le Sénégal a signé lors du sommet de Paris 2023 pour un nouveau pacte mondial de financement.

L'Inde et le Nigeria ont été présentés comme de futurs hôtes, bien que le gouvernement indien ait fait part de sa résistance aux conditions des JETP.

→ Les offres de financement présentées par le GPI consistent principalement en des prêts, ainsi qu'en un mélange de subventions, de garanties et d'assistance technique fournies par des banques de prêt publiques, des institutions de financement du développement (IFD) et d'autres agences.

Les JETP sont des financements de "démarrage", dans le cadre desquels le financement public initial est destiné à servir de catalyseur pour attirer les investissements privés en faveur de la transition énergétique.

Dans le cas des JETP de l'Indonésie et du Vietnam, cet investissement du secteur privé devrait être facilité par le groupe de travail Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ), une alliance regroupant 500 banques, gestionnaires d'actifs, prestataires de services financiers et autres institutions financières qui se sont engagés à soutenir les objectifs "net zéro".

→ L'offre JETP de l'Afrique du Sud s'élevait à 8,5 milliards de dollars sur une période de 3 à 5 ans;

L'offre du Vietnam était de 15,5 milliards de dollars (7,75 milliards de dollars de financement du secteur public par le GPI et 7,75 milliards de dollars de financement privé mobilisé par le groupe de travail du GFANZ)².

L'offre de l'Indonésie s'élevait à 20 milliards de dollars (10 milliards de dollars provenant du GPI et 10 milliards de dollars via le groupe de travail du GFANZ)³.

L'offre du Sénégal s'élevait à 2,5 milliards d'euros (environ 2,7 milliards de dollars)⁴.

→ Après avoir signé les accords politiques du JETP, les pays hôtes sont censés consulter les parties prenantes nationales, telles que la société civile et le secteur privé, afin d'élaborer leurs plans de mise en œuvre et de financement avec les partenaires du GPI et le secrétariat du JETP. Des controverses sont apparues concernant l'étendue et l'ouverture de ces processus de consultation, en particulier dans le cas du plan d'investissement de l'Afrique du Sud.

Le partenariat pour une transition énergétique juste de l'Afrique du Sud

→ En 2021, le GPI s'est engagé à verser environ 8,5 milliards de dollars au JETP sud-africain. Plusieurs autres pays ont contribué à compléter l'enveloppe ou à soutenir indirectement la mise en œuvre ou les objectifs généraux du partenariat.

La ventilation complète est présentée dans le **tableau A**.

Le JET-IP sud-africain décrit les trois secteurs prioritaires du JETP :

Réformes du secteur de l'électricité

→ L'arrêt progressif de l'utilisation des centrales au charbon, qui fournissent la majorité de l'électricité en Afrique du Sud, ainsi que le déclassement et la réaffectation des centrales au charbon.

Il s'agit également de faire avancer les projets de démantèlement - ou "dégroupage" - d'Eskom, l'entreprise publique sud-africaine de distribution d'énergie, en unités distinctes, et de permettre aux producteurs indépendants d'électricité (IPP) de jouer un rôle beaucoup plus important dans la production d'électricité.

Véhicules électriques

→ Développer le secteur des véhicules électriques en Afrique du Sud, y compris la fabrication et l'encouragement d'une plus grande utilisation domestique.

Grüner Wasserstoff

→ Investir en Afrique du Sud pour qu'elle devienne un exportateur majeur d'"hydrogène vert" (GH2), une nouvelle technologie qui consiste à transformer l'eau en hydrogène grâce à l'utilisation d'énergies renouvelables.

L'Union européenne a placé l'expansion de l'hydrogène vert au cœur de ses plans de décarbonisation et a identifié les pays africains comme de futurs producteurs clés dans le cadre de ces plans⁵.

→ 90 % (7,65 milliards de dollars) de l'enveloppe financière du GPI sont alloués aux réformes du secteur de l'électricité dans le cadre du JETP, principalement en ce qui concerne l'infrastructure électrique, tandis que le financement destiné aux domaines prioritaires liés à la " transition juste " est minime.

Seuls 12 millions de dollars (0,14 %) du financement de l'IPG ont été alloués au développement des compétences, 16 millions de dollars (0,19 %) à l'investissement social et à l'inclusion, et 22 millions de dollars (0,26 %) à la diversification économique et à l'innovation. Le plan fait état des aspirations de l'Afrique du Sud à obtenir de futures subventions et/ou des financements privés pour atteindre ces objectifs.

→ En outre, le gouvernement sud-africain estime le coût total d'une transition énergétique juste à 1,48 trillion de rands (98,7 milliards de dollars), ce qui éclipse les 8,5 milliards de dollars promis par l'IPG.

Le plan d'investissement a clairement indiqué que l'Afrique du Sud ferait appel au financement privé pour atteindre les objectifs du JETP, y compris ceux de la transition juste, et qu'elle y parviendrait grâce à des changements politiques et législatifs visant à renforcer la confiance du secteur privé et à permettre son activité dans le secteur de l'énergie.

→ En mai 2023, le gouvernement sud-africain a décidé de reporter la mise hors service des centrales au charbon afin d'atténuer les pannes d'électricité chroniques dans le pays⁶, retardant ainsi l'une des pierres angulaires du JETP.

Tableau A :
Répartition de l'offre de financement du JETP en Afrique du Sud⁷

		Pays/Entité (promesse de financement du GPI)					
		Royaume-Uni (1,824 milliard de dollars)	France (1,0025 milliard de dollars)	Allemagne (0,968 milliard de dollars)	Union européenne/ Banque européenne d'investissement (1,035 milliard de dollars)	États-Unis d'Amérique (1,02015 milliard de dollars)	Fonds d'investissement pour le climat (ACT) (2,6 milliards de dollars)
Instrument de financement	Prêts/Garanties	1,3 milliard de dollars	1 milliard de dollars	770 millions de dollars	1 milliard de dollars	1 milliard de dollars	500 millions de dollars (Destiné à mobiliser 2,1 milliards de dollars de prêts supplémentaires)
	Subventions et assistance technique	24 millions de dollars	2,5 millions de dollars	198 millions de dollars	35 millions de dollars	20,15 millions de dollars	
	Autre	Partenariats de 500 millions de dollars					
	Financement supplémentaire (en dehors de l'accord de 8,5 milliards de dollars)			395 millions d'euros pour la mise en œuvre du JETP	Prêt de 200 millions d'euros pour des projets éoliens terrestres et solaires photovoltaïques	45 millions de dollars de financement concessionnel par l'intermédiaire de Power Africa	
			30 millions d'euros pour le développement d'un carburant d'aviation durable	Fonds pour l'hydrogène vert d'un milliard de dollars lancé conjointement par le Danemark, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud	1,3 million de dollars de subvention d'assistance technique de l'Agence américaine pour le commerce et le développement à Eskom		
			5 millions d'euros pour la mise en place d'une chaîne de valeur verte pour les gaz de décharge.				

Critiques des partenariats pour une transition énergétique juste

→ Le JETP a été âprement contesté en Afrique du Sud.

Le gouvernement sud-africain a exprimé son malaise face à la prédominance des prêts dans le paquet IPG⁸, tandis que le gouvernement dirigé par l'ANC a été en proie à des divisions sur le JETP et le rôle du charbon dans l'économie sud-africaine - son ministre des ressources minérales et de l'énergie ayant déclaré au vice-chancelier allemand que les Sud-Africains "ne voulaient pas être le cobaye de l'Occident pour la transition énergétique mondiale"⁹.

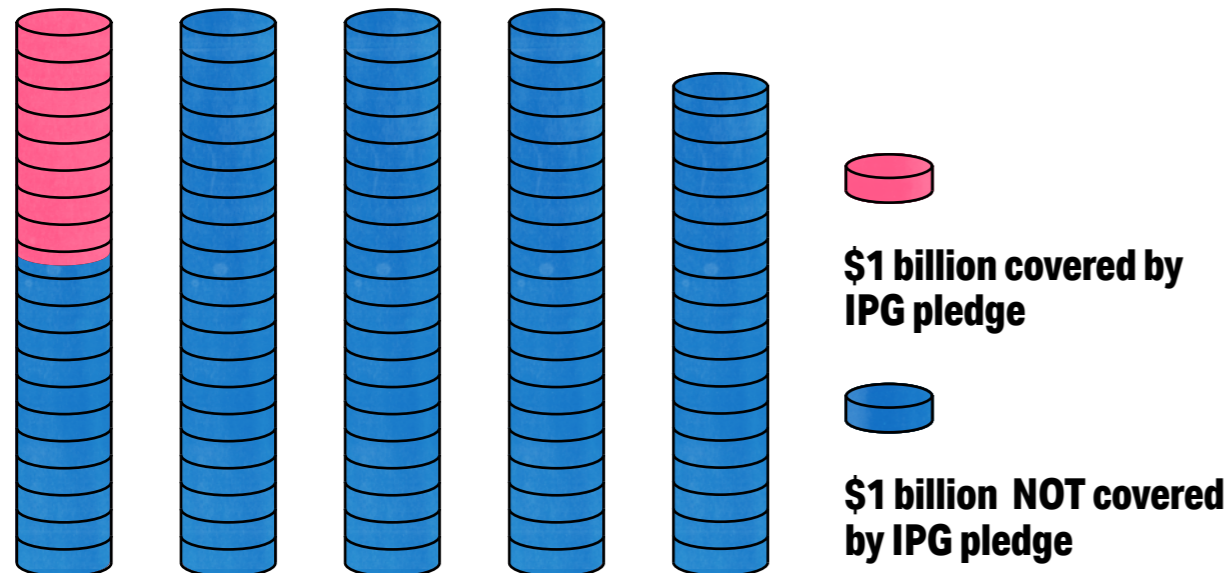
Sur la scène nationale, Julius Malema, leader du troisième plus grand parti d'Afrique du Sud, les Combattants pour la liberté économique (EFF), a appelé les membres du parti à travailler avec les communautés et les travailleurs du secteur du charbon pour renforcer l'opposition au JETP.

→ Les syndicats, notamment le puissant NUMSA (National Union of Metalworkers of South Africa) et la confédération COSATU (Congress of South African Trade Unions), alliée au gouvernement, ont également critiqué le JETP.

Ces critiques portent essentiellement sur le manque de transparence du partenariat, dont les détails ont été élaborés principalement entre les organismes gouvernementaux et l'IPG, sans aucune consultation significative des syndicats.

Les craintes que les travailleurs de la ceinture de charbon licenciés ne soient pas absorbés par les emplois du nouveau secteur des "énergies vertes" se sont également accrues. Cette situation est exacerbée par le manque d'ouverture du gouvernement, ce qui a amené le secrétaire général de NUMSA, Irvin Jim, à condamner le JETP en le qualifiant de "perversion" et de "violation des principes" de la transition juste¹⁰.

Figure 1: Engagement de l'IPG comparé au coût total de la transition vers l'énergie juste estimé par le gouvernement sud-africain (en milliards de dollars)



→ En outre, les projets de privatisation effective d'Eskom par le biais du dégroupage et de l'expansion de l'énergie privée sont condamnés parce qu'ils confient des fonctions publiques cruciales au secteur privé, menaçant ainsi de remettre en cause les subventions aux carburants, d'augmenter les coûts de l'énergie et d'accroître la pauvreté énergétique des plus pauvres en Afrique du Sud.

Les organisations de la société civile sud-africaine ont critiqué les plans d'Eskom comme étant des solutions néolibérales au manque structurel de ressources de la compagnie, tandis qu'un porte-parole de NUMSA les a décrits comme "détruisant l'avenir [d'Eskom]" et affirmant que "le gouvernement sud-africain a lu dans le livre de jeu de la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales qui ont mené un programme de néolibéralisme et de privatisation"¹¹.

→ Au-delà des spécificités du contexte sud-africain, le modèle JETP a été critiqué pour sa dépendance à l'égard d'un modèle de financiarisation, de prêts et de privatisation et pour être essentiellement une approche axée sur le marché et la finance qui ne tient compte que du bout des lèvres des besoins des travailleurs.

Le financement de l'IPG lui-même est assorti de conditions visant à restructurer les politiques gouvernementales afin de permettre une plus grande participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie et de renforcer la confiance du marché.

L'obligation faite aux pays hôtes de réorganiser leur secteur énergétique pour permettre la pénétration du secteur privé a des échos troublants des politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI, par lesquelles les pays du Sud sont contraints de libéraliser et d'ouvrir leurs économies dirigées par l'État au capital mondialisé comme condition d'obtention de prêts.

→ 90 % des 8,5 milliards de dollars destinés à l'Afrique du Sud sont accordés sous forme de prêts, le financement étant en grande partie déboursé par l'intermédiaire d'institutions occidentales de financement du développement, notamment l'USAID, la Development Finance Corporation des États-Unis, l'International

Investment britannique et l'Agence française de développement (AFD).

Conformément à l'accent mis sur les partenariats public-privé qui caractérisent le JETP, ces agences de développement sont conçues explicitement pour engager et promouvoir la participation du secteur privé dans les projets de développement - un certain nombre d'entre elles ayant été critiquées pour leur penchant idéologique manifeste en faveur des principes du marché libre.

→ Les JETP représentent les mondes du développement international, de la finance internationale et de la politique climatique à un point d'inflexion historique, ce qui se reflète dans le mélange apparemment contradictoire de demandes explicitement centrées sur le climat et d'appels à la transition juste dans les JETP, popularisés par l'Accord de Paris de 2016, aux côtés des vieilles orthodoxies néolibérales de partenariat public-privé, de libéralisation de l'énergie et d'approches du développement dirigées par le secteur privé.

En outre, comme le soulignent le Dr Basani Baloyi et Jezri Krinsky de l'Institute for Economic Justice d'Afrique du Sud dans leur document d'information sur la transition énergétique juste de l'Afrique du Sud, les JETP reflètent le "consensus de Wall Street" émergent qui "reconnait que la crise climatique empiète sur la stabilité du système financier mondial, mais cherche une alternative à un "État de développement vert" plus interventionniste... [et] cherche des moyens d'exploiter la crise climatique pour des opportunités rentables qui profitent aux marchés financiers et aux institutions financières"¹².

Un cadre plus équitable

- Malgré l'éclat avec lequel ils ont été annoncés il y a à peine un an et demi, les partenariats pour une transition énergétique juste n'ont pas tenu leurs promesses. Des interactions plus étroites avec ces idéaux ont montré qu'ils renforcent des modèles de développement et de privatisation nuisibles et discrédités pour les pays d'accueil.
- Des approches transformatrices, radicales et avant-gardistes de la transition juste/transition énergétique juste ont été formulées au sein de la société civile sud-africaine, et nombre de leurs principes et idées sur les questions clés sont généralisables à d'autres contextes¹³, comme le Just Transition Blueprint for Workers du Congrès des syndicats sud-africains¹⁴, l'Institut sud-africain pour la justice économique et le rapport Eskom Transformed du Groupe de référence pour la recherche sur l'Esko¹⁵.

Cependant, les JETP étant façonnés et déterminés avant tout par les intérêts du secteur privé et de la finance internationale, ces alternatives ont été évincées et mises à l'écart au profit d'approches fondées sur le maintien du statu quo.

- Le modèle actuellement proposé par les JETP est donc tout à fait intenable, et une nouvelle approche est nécessaire pour soutenir des transitions justes véritablement démocratiques, tout en soutenant la souveraineté énergétique dans les pays du Sud.

À cette fin, nous proposons les neuf principes fondamentaux suivants pour un modèle de développement climatique plus équitable centré sur des transitions énergétiques justes, formulés autour des principes d'un accord plus juste pour le Sud, d'une transition démocratique et de la défense de la souveraineté et de la sécurité énergétiques.



1.

Des réparations pour le climat, pas des profits pour le climat

Les transitions énergétiques justes devraient être financées par des subventions et des financements publics dans la mesure du possible, dans le cadre des réparations climatiques. Tout prêt et/ou financement privé devrait être accordé à des taux concessionnels, avec de longues périodes d'échéance. La remise de dette, ainsi que l'annulation des dettes odieuses contractées par les institutions/accords financiers multilatéraux et bilatéraux, devraient être prioritaires.

Le développement climatique devrait être déterminé en fonction des besoins/priorités de la population des pays d'accueil, plutôt que d'être façonné par les institutions de financement du développement au profit de leurs industries et entreprises nationales respectives.

2.

Stop aux PAS verts : Protéger la propriété publique plutôt que la privatisation

Les pays du Sud ne doivent pas servir de cobayes pour un développement financiarisé à la manière du Consensus de Wall Street. Les pays d'accueil ne doivent pas être contraints d'appliquer des conditions de libéralisation et de privatisation de type ajustement structurel.

La souveraineté et la sécurité énergétiques des pays d'accueil devraient être la pierre angulaire des transitions énergétiques justes afin de préserver et de renforcer leur capacité à répondre aux chocs et aux crises d'origine climatique qui affectent leurs populations, plutôt que de fragmenter l'énergie entre des mains privées.

Par conséquent, la préservation et la démocratisation des services publics de l'énergie et des secteurs des énergies renouvelables devraient être privilégiées par rapport aux modèles privatisés ou partiellement privatisés axés sur le profit.

Les tentatives des pays hôtes de promouvoir des modèles de développement alternatifs et d'exercer

leur souveraineté en matière de ressources doivent être respectées, y compris la nationalisation ou le contrôle des exportations de matières premières utilisées dans les secteurs des énergies renouvelables.

3.

Approches ouvertes et transparentes de la "transition juste"

Les gouvernements des pays d'accueil doivent élaborer des plans d'absorption de la main-d'œuvre dans les secteurs des énergies renouvelables et s'engager à les mettre en œuvre, plutôt que de laisser cette question à l'appréciation de l'industrie.

Les gouvernements doivent être transparents sur la main-d'œuvre qui ne peut être absorbée, et être clairs sur les voies alternatives pour la formation, la requalification et le redéploiement des travailleurs en dehors de ces secteurs.

Les aspects des plans de transition liés à la "transition juste" devraient être financés par les pouvoirs publics.

4.

Un emploi post-transition bien protégé

Un mécanisme de garantie de l'emploi doit être mis en place. L'emploi post-transition devrait consister en des emplois de qualité, bien protégés et syndiqués, supervisés par des mécanismes étatiques robustes de contrôle et d'application des normes du travail dans les nouveaux secteurs des énergies renouvelables.

Les communautés affectées par la transition vers l'abandon des combustibles fossiles devraient également être protégées et soutenues par des mesures de protection sociale garanties par l'État.

5.

Une participation adéquate, pas une représentation symbolique

Pour préserver l'esprit d'une transition juste, les syndicats et la société civile doivent être impliqués de manière centrale dans l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle des plans de transition, et ne pas se contenter d'une représentation symbolique lors des consultations.

6.

Dissuader le lobbying du secteur privé

Les comptes rendus et rapports des consultations des parties prenantes pour les transitions énergétiques justes, en particulier celles avec des représentants du secteur privé, doivent être rendus publics. Des registres d'intérêt doivent être publiés pour les représentants du gouvernement impliqués dans le développement ou les consultations concernant les plans de transition.

7.

Bezahlbare Energie für alle

Les subventions à l'énergie doivent être bloquées afin de garantir qu'aucune partie de la population n'est exclue de la consommation d'énergie renouvelable ou n'en subit les conséquences financières. Les producteurs d'énergie indépendants doivent être liés et réglementés par les lois locales, ne pas bénéficier d'un traitement spécial, voir leurs contrats rendus publics et s'engager à subventionner l'énergie pour les communautés pauvres également.

8.

Le développement sans dépendance

Les transferts de technologie devraient être mis à la disposition des pays d'accueil et les droits de propriété intellectuelle devraient être assouplis pour permettre une approche collective et collaborative des technologies climatiques.

9.

La coopération plutôt que la concurrence

Les rivalités géopolitiques ne doivent pas prendre le pas sur la nécessité d'une véritable coopération internationale en matière de climat, et les transitions énergétiques justes ne doivent pas être utilisées comme un mécanisme pour obtenir l'assentiment des pays du Sud.

Le principe de la responsabilité commune mais différenciée en matière de climat devrait être au cœur de toute future transition énergétique juste, plutôt que d'externaliser la responsabilité aux seules nations du Sud.

Endnotes



- 1 Présidence, République d'Afrique du Sud. (2022) Plan d'investissement de l'Afrique du Sud pour la transition énergétique juste (JET IP) pour la période initiale 2023-2027. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.thepresidency.gov.za/content/south-africa%27s-just-energy-transition-investment-plan-jet-ip-2023-2027>
- 2 Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (Royaume-Uni). (2022) Partenariat pour une transition énergétique juste au Vietnam : Déclaration politique. Disponible à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/publications/vietnams-just-energy-transition-partnership-political-declaration>.
- 3 Cabinet Office (Royaume-Uni). (2022) Le partenariat pour une transition énergétique juste de l'Indonésie est lancé au G20. Disponible à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/news/indonesia-just-energy-transition-partnership-launched-at-g20>.
- 4 Commission européenne. (2023) L'UE et l'International Partners Group ont annoncé un partenariat pour une transition énergétique juste avec le Sénégal combinant les objectifs climatiques et de développement, Commission européenne. Disponible à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_23_3448.
- 5 Civillini, M. (2023) Europe's Green Hydrogen Rush in Africa Risks Energy 'cannibalisation', Climate Home News. Disponible à l'adresse : <https://www.climatechangenews.com/2023/04/11/green-hydrogen-rush-risks-energy-cannibalisation-in-africa-analysts-say/>
- 6 Dlodla, S. (2023) Ramaphosa confirms SA will slow down its decommissioning of coal-fired power plants, Independent Online. Disponible à l'adresse : <https://www.iol.co.za/business-report/economy/ramaphosa-confirms-sa-will-slow-down-its-decommissioning-of-coal-fired-power-plants-707ef406-d40b-4003-967e-50b2f725a336>
- 7 Chiffres tirés de : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT_22_6664
- 8 Pilling, D., Cotterill, J. & Hodgson, C. (2022) South Africa warns \$8.5bn climate package risks fueling debt burden, FT. Available at: <https://www.ft.com/content/e6653b1d-2302-4e44-81bb-38dc608d303d>.
- 9 Sguazzin, A. & Burkhardt, P. (2023) Rich countries unsettled over future of \$8.5bn plan to make SA a global just transition model, News24. Disponible à l'adresse : https://www.news24.com/fin24/climate_future/energy/rich-countries-unsettled-over-future-of-85bn-plan-to-make-sa-a-global-just-transition-model-20230425.
- 10 Jim, I. (2022) ANC govt must stop perverting words "just energy transition" - Irvin Jim. Politics Web. Disponible à l'adresse : <https://www.politicsweb.co.za/politics/anc-govt-must-stop-perverting-just-energy-transiti>
- 11 Singh, T. (2022) "South Africa's 'Just' Transition climate deal with the west is a betrayal of the working class". Peoples Dispatch. Disponible à l'adresse : <https://peoplesdispatch.org/2022/11/20/south-africas-just-transition-climate-deal-with-the-west-is-a-betrayal-of-the-working-class>
- 12 Baloyi, B. & Krinsky, J. (2022) A Framework for Understanding the Just Energy Transition Partnership on South Africa's Just Transition. Institut pour la justice économique. Disponible à l'adresse : <https://www.iej.org.za/a-framework-for-understanding-the-jetp-on-south-africas-just-transition/>
- 13 Congrès des syndicats sud-africains. (2022) Just Transition Blueprint for Workers. COSATU. Disponible à l'adresse suivante : [mediadon.co.za/wp-content/uploads/2022/04/COSATU-Just-Transition-Blueprint-Full-version.pdf](https://www.cosatu.co.za/wp-content/uploads/2022/04/COSATU-Just-Transition-Blueprint-Full-version.pdf)
- 14 Baloyi, B. & Krinsky, J. (2022) A Framework for Understanding the Just Energy Transition Partnership on South Africa's Just Transition. Institut pour la justice économique. Disponible à l'adresse : <https://www.iej.org.za/a-framework-for-understanding-the-jetp-on-south-africas-just-transition/>
- 15 Groupe de référence pour la recherche d'Eskom. (2020) Eskom Transformed Achieving A Just Energy Transition For South Africa. Alternative Information & Development Centre, Transnational Institute et Trade Unions for Energy Democracy. Disponible à l'adresse : <https://aidc.org.za/wp-content/uploads/2020/07/Eskom-Transformed-Full-Report.pdf>

Union of Justice est une organisation européenne indépendante dirigée par des personnes de couleur (POC) qui se consacre à la justice raciale et à la justice climatique. Nous donnons aux personnes les plus touchées les moyens d'agir en les dotant des compétences et des connaissances nécessaires pour faire la différence. De plus, nous menons et promouvons des recherches et des campagnes pour créer une Europe et un monde justes, justes et durables.



**“Rien sur nous,
sans nous !”**

Email: hi@unionofjustice.com
Website: unionofjustice.com
Twitter/X: [UnionOJ](https://twitter.com/UnionOJ)
Instagram: [UnionOfJustice](https://www.instagram.com/UnionOfJustice)
LinkedIn: [unionofjustice](https://www.linkedin.com/company/unionofjustice)

Union of Justice,
7 Bell Yard,
London,
WC2A 2JR
United Kingdom